

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 31 mai 2016 :

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
Chanoine V., Echevins,
Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Senecaut M., Robette-
Delputte F., Decamps P., Delhay J.,
Demoustiez A., Dessilly V., Egels E., Petit N.,
Conseillers,
Gillard S., Directeur général.

EXCUSES :

D'Haese-Leuridant M., Echevine
Dubois G., Vanderkel A., Breuse E.,
Decoster C., Conseillers

Monsieur Demoustiez intègre la séance durant le vote sur le premier point.

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 10 mai 2016 – partie publique –
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve l'unanimité , le procès-verbal de la séance du 10 mai 2016, partie publique

2. **Finances** – Compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice
2015 – **adoption**

Pour la majorité, l'Echevin des Finances présente le Compte communal 2015.

Pour le groupe PS, Madame Senecaut prend acte de la présentation de l'Echevin des Finances. Tout en reconnaissant que la réception tardive de l'Impôt des personnes physiques contribue à donner une vision faussée de la réalité, elle met toutefois en exergue que le Compte 2015 de la Commune est en déficit. Si l'impact de l'I.P.P. est évident, il ne fait que masquer une autre réalité, à savoir une diminution des recettes et une augmentation des dépenses communales.

Madame Senecaut met l'accent sur la coexistence de causes internes et externes pour expliquer ce constat, mais pointe toutefois du doigt une nouvelle sollicitation du Fonds de réserve ordinaire communal.

Madame Senecaut attire également l'attention de l'assemblée sur le cash flow négatif de la Commune, et insiste pour que la majorité en place fasse preuve d'une grande prudence à l'égard des investissements à venir.

Madame Senecaut poursuit son discours en abordant d'ores et déjà la Modification budgétaire, qui sera abordée au point suivant. Elle met en évidence, ici aussi, une augmentation des dépenses relativement importante pour certains postes en particulier, tels que la construction d'un parking à l'Ecole communale d'Erbiseul, la construction d'un bâtiment sportif à Vacresse ou encore celle d'un parking aux abords de la Gare de Jurbise.

L'Echevin des Finances rétorque à Madame Senecaut :

« Consciente des difficultés que les communes rencontrent et pourraient rencontrer à l'avenir, Jurbise continue à poursuivre ses missions citoyennes tout en veillant à ne pas alourdir la pression fiscale.

Ces missions sont variées et soulignées par de nombreux citoyens :

- Sécurité et zone de police*
- Travaux, entretien et investissements*
- Enseignement*
- Culture, sport et jeunesse*
- Plateforme seniors*
- Services du CPAS*
- Zone de secours*
- ...*

Dans cet état d'esprit, on peut se réjouir

- du résultat global de l'exercice 2015 qui, malgré des recettes incomplètes (IPP) et des charges exceptionnelles liées à une correction d'écriture (de 2005) et la création d'un fond de pension, reste positif.*
- du maintien de l'emploi*
- des fonds de réserves réalisés.*

Conscient qu'il faudra continuer nos efforts, le Collège sera attentif aux pistes qui permettront de mieux utiliser nos ressources humaines (synergie, rationalisation,...) et mettre en œuvre tous les moyens financiers mis à notre disposition (queues d'emprunt, subsides divers, ..) ».

Monsieur Delhaye demande, au regard du cash flow communal tel que repris dans le Compte, quelle sera la stratégie de la majorité en matière de charge d'emprunt.

L'Echevin des Finances lui répond qu'il sera recourru à la pratique de l'emprunt dans à peu près 80% des investissements, tandis qu'une partie du solde sera couvert par fonds propres. Il rappelle également qu'une partie des investissements envisagés n'est pas nécessairement réalisée.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, en ses articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, en ses articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les comptes établis par le Collège communal,

Attendu que conformément à l'article 74 du Règlement général de la Comptabilité communale et après vérification, le Collège certifie que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présents comptes, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présents comptes aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes ;

Attendu que le Compte 2015 a été soumis au CODIR en date du 29 avril 2016 ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier, sollicité en date du 18 mai 2016 et obtenu en date du 20 mai 2016 ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

LE CONSEIL COMMUNAL,

Décide, à 13 voix « pour » et 3 « abstentions »,

Art. 1^{er}

D'arrêter, comme suit, les comptes de l'exercice 2015 :

<i>Bilan</i>	ACTIF	PASSIF
2015	48.124.559,74€	48.124.559,74€

Compte de résultats	CHARGES (C)	PRODUITS (P)	RESULTAT (P-C)
Résultat courant	11.795.593,52	10.459.327,34	-1.336.266,18
Résultat d'exploitation (1)	12.926.188,93	11.985.259,71	-940.929,22
Résultat exceptionnel (2)	1.605.337,11	817.818,12	-787.518,99
Résultat de l'exercice (1+2)	14.531.526,04	12.803.077,83	-1.728.448,21

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	12.721.788,14€	6.143.141,33€
Non Valeurs (2)	123.588,96€	0,00€
Engagements (3)	12.670.823,99€	4.914.910,72€
Imputations (4)	12.537.939,60€	3.966.600,76€
Résultat budgétaire (1 – 2 – 3)	-72.624,81€	1.228.230,61€
Résultat comptable (1 – 2 – 4)	60.259,58€	2.176.540,57€

Art. 2

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

3. Finances – Modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du Budget communal de l'exercice 2016 – adoption

L'Echevin des Finances présente la Modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016, dans ses services ordinaire et extraordinaire.

Monsieur Delhaye s'étonne de voir prévus, dans cette modification budgétaire, des montants conséquents consacrés aux projets de parking pour l'Ecole d'Erbisoeul ou pour la Gare de Jurbise, ou encore pour la construction d'un bâtiment sportif à Vacresse. Il demande pourquoi des montants plus précis n'ont pas été directement inscrits au moment d'élaborer le Budget.

La Présidente et l'Echevin des Finances lui répondent que c'est en fonction de l'évolution des dossiers que les précisions sont progressivement obtenues, et rappellent également que si certains montants importants sont ajoutés dans cette Modification budgétaire, certains projets ont également été reportés en 2017 car le Collège communal estime qu'ils ne pourront pas être entamés en 2016.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de modifications budgétaires établi par le collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale,

Vu la transmission du dossier au directeur financier en date du 18/05/2016 ;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présentes modifications budgétaires aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

LE CONSEIL COMMUNAL,
Décide, à 13 voix « pour » et 3 « abstentions »,

Art. 1^{er}

D'arrêter, comme suit, les modifications budgétaires n° 1 de l'exercice 2016 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	12.746.494,96€	5.038.647,45€
Dépenses totales exercice proprement dit	12.176.108,11€	6.979.558,61€
Boni / Mali exercice proprement dit	570.386,85€	- 1.940.911,16€
Recettes exercices antérieurs	46.976,25€	1.260.165,86€
Dépenses exercices antérieurs	177.303,19€	130.282,59€
Prélèvements en recettes	0,00€	2.075.865,38€
Prélèvements en dépenses	0,00 €	403.307,14€
Recettes globales	12.793.471,21€	8.374.678,69€
Dépenses globales	12.353.411,30€	7.513.148,34
Boni / Mali global	440.059,91€	861.530,35€

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

4. Finances – Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire avec les « queues » d'emprunts et subsides inutilisés – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27 ;

Vu la circulaire budgétaire du 15 juillet 2015 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne ;

Vu les éléments dégagés comme suit :

<i>Ouverture de crédit</i>	<i>Dénomination / libellé</i>	<i>Montant</i>
1644	Honoraires pour la construction de classe supplémentaires à Masnuy	6.741,38 €

	Article budgétaire : 060/95551.2015 (n° de projet 20110018)	
1680	Honoraires coordinateur rénovation et aménagement salle de Vacsresse	3.768,52 €
	Article budgétaire : 060/95551.2015 (n° de projet 20110023)	
1700	Entretien extraordinaire des voiries - Exercice 2013	47.816,42 €
	Article budgétaire : 060/95551.2015 (n° de projet 20130008)	
1701	Acquisition de matériel d'équipement pour le service de voirie	602,82 €
	Article budgétaire : 060/95551.2016 (n° de projet 20130026)	

-Double emploi entre des emprunts et le subside pour les travaux de réfection et d'égouttage du chemin du Prince 6^{me} tronçon. 338.700,00 €

Article budgétaire : 060/95551.2016 (n° de projet 20150091)

Article budgétaire ; 060/99551.2016 (n° de projet néant) - 86.847,82 €

Total

310.781.32 €

Attendu qu'un montant de 310.781,32 € peut être affecté, avec discernement, au fonds de réserve extraordinaire pour couvrir des dépenses extraordinaires;

Attendu que le service extraordinaire présente une situation active suite à des « queues » d'emprunts et subsides inutilisés, et que ces éléments pourraient constituer un fonds de réserve extraordinaire affecté à la couverture de dépenses extraordinaires ;

Attendu qu'il est demandé d'en dégager les éléments constitutifs réellement disponibles ;

Attendu que la Commune souhaite utiliser ce solde pour couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au Budget communal 2016 et en voie de modification budgétaire n°1, et qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver l'affectation des montants non utilisés des emprunts pour constituer un fonds de réserve ;

Sur proposition du Collège Communal, il est demandé au Conseil communal d'affecter un montant de 310.781,32 € au vu de constituer un fonds de réserve extraordinaire pour couvrir les dépenses extraordinaires inscrites au budget 2016 et aux modifications budgétaires.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Décide à l'unanimité

Article 1 : D'affecter le solde des queues d'emprunts et subsides inutilisés repris ci-avant dans la présente résolution pour constituer un fonds de réserve extraordinaire au vu de couvrir des dépenses extraordinaires inscrites au budget 2016 et en voie de modification budgétaire n°1.

Article 2 : De transmettre des exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle générale, conformément aux décrets applicables, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

5. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise - Compte 2015 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi pour 2015, réceptionné à l'administration communale en date du 21 avril 2016, et se présentant comme suit :

Recettes : 44.474,21€
Dépenses : 38.142,26€
Résultat : 6.331,95€

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 26 avril 2016 approuvant le compte 2015 sous réserve des remarques suivantes :

« Pour les exercices antérieurs, prière de joindre une liste récapitulative par article ; erreur : D6a enregistré 2.710,53 € au lieu de 2.508,85 € »

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale, hormis les remarques émises par l'Evêché ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, à 15 voix « pour » et 1 « abstention », le compte 2015 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi à Jurbise..

6. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul - Compte 2015 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin pour 2015, réceptionné à l'administration communale en date du 14 avril 2016, et se présentant comme suit :

Recettes : 34.538,80€
Dépenses : 18.576,76€
Résultat : 15.962,04€

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 21 avril 2016 approuvant le compte 2015 sous réserve des remarques suivantes :

« La facture de 19 € manque pour la rubrique 13 des dépenses du chapitre 1 »

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale, hormis les remarques émises par l'Evêché ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, à 15 voix « pour » et 1 « abstention », le compte 2015 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Erbiseul..

7. Finances – Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean-Bruyères - Compte 2015 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame pour 2015, réceptionné à l'administration communale en date du 14 avril 2016, et se présentant comme suit :

Recettes : 27.853,84€
Dépenses : 13.308,98€
Résultat : 14.544,86€

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 21 avril 2016 approuvant le compte 2015 sans remarques ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale, hormis les remarques émises par l'Evêché ;

LE CONSEIL COMMUNAL APPROUVE, à 15 voix « pour » et 1 « abstention », le compte 2015 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Bruyères.

A l'issue de cette partie de l'ordre du jour consacrée aux points « Finances », la Présidente remercie le Directeur financier pour son travail et son implication, le Compte 2015 et la Modification budgétaire n°1 du Budget 2016 ayant pu être élaborés malgré l'accident dont il a été victime, et les diverses complications qui en ont découlé pour lui à titre personnel.

8. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA le 29 juin 2016 – ordre du jour – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 29 juin 2016 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Rapport de gestion 2015
2. Comptes 2015 et affectation des résultats
3. Rapport du Commissaire-Réviseur
4. Décharge au Commissaire-Réviseur
5. Décharge aux administrateurs
6. Marché de contrôle de l'audit des comptes de l'Intercommunale Ideta 2016-2017-2018
7. Rapport annuel du Comité de rémunération de l'Intercommunale Ideta Scrl
8. Divers

Qu'il convient donc de soumettre à approbation du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale 'IDETA';

Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} :

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport de Gestion 2015 ».

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Compte 2015 et affectation des résultats ».

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport du Commissaire-Réviseur ».

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Décharge au Commissaire-Réviseur ».

D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Décharge aux Administrateurs ».

D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Marché de contrôle de l'audit des comptes de l'Intercommunale Ideta 2016-2017-2018»

D'approuver le point n° 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Rapport annuel du Comité de rémunération de l'Intercommunale Ideta Scrl ».

D'approuver le point n° 8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, « Divers ».

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 29 juin 2016, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'au département administratif.

9. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale ORES le 23 juin 2016 – ordre du jour – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Attendu qu'en date du 31 décembre 2013, l'association intercommunale ORES Assets a été constituée suite à la fusion des intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, et que cette association, soumise à la législation relative aux intercommunales, a pris la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée (SCRL) ;

Considérant l'affiliation de la commune à l'association intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de l'Intercommunale le 23 juin 2016 par courrier daté du 9 mai 2016 ;

Considérant que la commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale le 23 juin 2016;

LE CONSEIL COMMUNAL décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association intercommunale ORES Assets du 23 juin 2016 qui nécessitent un vote. L'ordre du jour est le suivant :

1. Apport en nature de la Commune de Frasnes-Lez-Anvaing – Présentation des rapports du Conseil d'administration et du réviseur et prise d'acte de l'apport en nature par acte authentique ;

2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 :
 - Présentation des comptes statutaires et consolidés BGAAP ;
 - Présentation du rapport du réviseur ;
 - Approbation des comptes annuels d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2015, des rapports de gestion et règles d'évaluation y afférent.
3. Décharge aux administrateurs pour l'année 2015 ;
4. Décharge aux réviseurs pour l'année 2015
5. Rapport annuel 2015 ;
6. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés ;
7. Nominations statutaires :
 - Nomination du réviseur d'entreprise pour les exercices 2017 – 2019 et fixation de ses émoluments ;
 - Prise d'acte de démission et nominations définitives.

Article 2. : De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal, et de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale ORES Assets ainsi qu'aux intéressés.

10. Secrétariat – Assemblée générale du C.H.U. Ambroise Paré le 30 juin 2016 –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentants la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 30 juin 2016 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver :

- le procès-verbal de la séance du 17 décembre 2015 ;
- le rapport annuel de gestion – année 2015 ;
- la présentation des comptes relatifs à l'exercice 2015 ;
- le rapport du Commissaire-Réviseur ;
- le rapport du Collège des Contrôleurs ;
- les comptes 2015 ;
- la décharge donnée aux Administrateurs ;
- la décharge donnée aux membres du Collège des Contrôleurs ;
- la décharge donnée au Commissaire-Réviseur ;
- la désignation de Monsieur Bernard HARMEGNIES, premier Vice-recteur de l'UMons, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Sven SAUSSEZ .

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

11. Marchés publics – Projet de charte contre le dumping social – décision

La Présidente débute l'abord de ce point en rappelant son historique, depuis le dépôt d'un projet de Charte contre le dumping social par le groupe PS, en séance du 22 décembre 2015, jusqu'à la publication par la Région Wallonne, le 12 mai 2016, d'un document intitulé « Promouvoir une concurrence loyale et lutter contre le dumping social – des outils au service des pouvoirs adjudicateurs de marchés publics de travaux », document voté à l'unanimité de tous les partis représentés au Parlement Wallon. Entre ces deux dates, le vote du point en séance du Conseil communal a été reporté à diverses reprises, le temps, notamment, d'obtenir une réponse à des courriers envoyés par la Commune aux Ministres fédéraux et régionaux en charge de cette thématique.

Après avoir analysé les divers textes, le Collège communal propose à l'assemblée de prendre comme outil de référence le document voté par le Parlement Wallon, et élaboré en coordination avec la Confédération de la Construction Wallonne et l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

Madame Senecaute rappelle également, à son tour, l'historique de ce dossier et met l'accent sur les nombreux reports successivement demandés par la majorité. Elle conteste également les dires de la

Présidente qui, lors de la séance du 10 mai 2016, avait estimé que le projet de charte du groupe PS risquait, en cas d'application, de porter atteinte à l'entrepreneuriat local.

Madame Senecaut informe l'assemblée que le nouveau projet du groupe PS, envoyé la veille par mail à tous les conseillers, a été complété sur base de la charte adoptée par l'IDEA, charte prise en modèle par la majorité, ainsi que sur base de la charte votée par la Province du Hainaut, et réitère son souhait de voir cette thématique faire l'objet d'un réel débat au niveau du Conseil communal ou dans une commission qui serait mise sur pied pour l'occasion.

La Présidente répète à Madame Senecaut que le document proposé par la Région Wallonne, qui est notamment destiné aux pouvoirs locaux, a fait l'objet d'un débat au Parlement Wallon et qu'à l'issue de celui-ci, tous les partis représentés au Parlement l'ont voté à l'unanimité.

Madame Senecaut estime que ce vote au Parlement Wallon ne doit pas empêcher un débat au sein du Conseil communal. Elle indique qu'à ses yeux, le texte élaboré par l'IDEA va – contrairement à la position défendue par la majorité – plus loin que le texte proposé par le groupe PS et s'avère au final plus sévère pour les entrepreneurs.

La Présidente met en exergue certains articles du texte proposé par le groupe PS qui, selon elle, posent un souci soit au regard de la réglementation des marchés publics (le fait de pouvoir exclure un soumissionnaire qui ne joindrait pas la charte à son offre), soit sur un plan strictement pratique (la mise en place, avec la Zone de Police, d'une plateforme consacrée à la lutte contre le dumping social). Elle maintient par conséquent la proposition du Collège communal, qui est de voter favorablement pour l'intégration des dispositions du document régional wallon dans les cahiers des charges et procédures appliqués au niveau de la Commune de Jurbise.

Monsieur Delhaye estime que le Conseil n'est pas en mesure de voter de cette manière, aucun projet de délibération n'ayant été soumis aux conseillers et un vote ne pouvant se tenir à l'égard de ce qui n'est au final qu'un vade mecum.

La Présidente propose par conséquent de reporter une nouvelle fois le vote sur ce point, et de le présenter lors de la prochaine séance du Conseil communal, accompagné d'un projet de délibération.

Madame Senecaut s'oppose à cette proposition, non seulement car elle équivaut à un nouveau report du point et à une impossibilité de débattre à son sujet au cours de la présente séance, mais aussi parce qu'il aboutit à ne tenir aucunement compte des diverses modifications apportées par le groupe PS au projet initial de Charte.

Sur proposition de la Présidente, et tenant compte des éléments débattus, le Conseil communal approuve, avec 15 voix pour et 1 contre, le report de ce point à sa prochaine séance, au cours de laquelle ce point sera à nouveau présenté, accompagné d'un projet de délibération.

12. Juridique - Fin de la maintenance des solutions « Acropole » par le prestataire CIVADIS – offre pour le déploiement des solutions « Saphir » (achat ou location) –
approbation

Madame Senecaut demande confirmation qu'une maintenance sera prévue après le déploiement des solutions Saphir. La Présidente lui répond par l'affirmative.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, et tout spécialement l'article 26 §1, 3°b, qui précise qu'il peut être traité par procédure négociée sans publicité lorsque des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées, soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Attendu que l'Administration communale de Jurbise recourt aux services de la société STESUD, devenue aujourd'hui CIVADIS, pour la mise à disposition de solutions informatiques spécialisées destinées à assurer les missions déconcentrées en matière d'Etat-civil et de Population, telles que la distribution de documents d'identité, la tenue à jour de données du Registre national, l'octroi d'une série d'attestations et certificats ou encore la gestion des casiers judiciaires ;

Attendu qu'à ces missions exercées dans le cadre d'une déconcentration de compétences supracommunales, le Service Etat-civil / Population exerce également une série de missions d'intérêt ou de compétences communales, telle que la tenue à jour du registre des concessions octroyées dans les cimetières communaux ;

Considérant que depuis la fusion entre la société STESUD et la société ADEHIS, fusion ayant abouti à la constitution de la société CIVADIS, cette dernière bénéficie d'un monopole de fait, en Belgique francophone, en matière de solutions-métiers informatiques destinées aux Administrations communales pour l'accomplissement de leurs missions déconcentrées évoquées ci-dessus ;

Considérant que par un courrier daté du 3 septembre 2014, CIVADIS a fait savoir à l'ensemble des administrations wallonnes qu'à partir de la date du 1^{er} janvier 2018, plus aucune maintenance de ses solutions « Acropole » ne serait assurée par ses soins ;

Considérant que par ce même courrier, la société CIVADIS informe ses clients que d'ici la date du 1^{er} janvier 2018, il leur est proposé de solliciter le déploiement d'une solution alternative

aux applications « Acropole », alternative dénommée « Saphir » et reprenant une version améliorée et actualisée des différents services et applications-métiers « Acropole » ;

Considérant que CIVADIS présente sa suite logicielle « Saphir » comme répondant *« positivement à l'ensemble des fonctionnalités reprises dans [les] applications actuelles, tout en (...) présentant une ergonomie souple et conviviale, des fonctions de recherche et d'édition puissantes, et des options nouvelles facilitatrices [des] travaux au quotidien en relation avec [les] citoyens »* ;

Considérant que CIVADIS offre la possibilité aux administrations de déployer les solutions « Saphir » via l'acquisition de ces solutions, pour un montant de 24.742,37 € HTVA ou 29.938,27 € TVAC, montant auquel s'ajoute celui consécutif aux frais d'installation, de formation et de reprise des données, à savoir 7.289,70 € HTVA ou 8.820,54 € TVAC, ainsi que des frais de maintenance mensuelle à raison de 396,81 € HTVA ou 480,14 € TVAC ;

Considérant que CIVADIS propose également aux administrations de procéder non pas à une acquisition mais à une location de ces solutions, système actuellement en vigueur au sein de l'Administration communale de Jurbise, pour un montant – calculé sur une durée de 48 mois de location – de 35.880,48 € ou 43.415,38 € TVAC, montant auquel s'ajoute également celui consécutif aux frais d'installation, de formation et de reprise des données, à savoir 7.289,70 € HTVA ou 8.820,54 € TVAC, ainsi que des frais divers (location de matériel destiné à la gestion des cartes d'identité électroniques) à raison de 325,72 € HTVA ou 394,12 € TVAC

Considérant que sur base des coûts qui furent supportés en 2014 par l'Administration communale pour les solutions Etat-civil, Population, Cimetières et Casiers judiciaires, la solution reposant sur un achat des solutions « Saphir » s'accompagnerait d'une économie substantielle de 10.134,43 € HTVA ou 12.262,66 € TVAC après 10 ans, et de 27.898,55 € HTVA ou 33.757,24 € TVAC après 15 ans ;

Considérant encore que cette estimation doit être tempérée par le montant de 7.289,70 € HTVA ou 8.820,54 € TVAC se rapportant aux frais d'installation, de formation et de reprise des données, frais qui s'ajouteront tant en cas d'achat qu'en cas de location des solutions « Saphir » ;

Considérant par conséquent que si l'obligation de procéder au déploiement des solutions « Saphir » en lieu et place des solutions « Acropole » semble incontournable, mais aussi avantageuse sur le plan opérationnel, il s'avérerait financièrement plus intéressant d'opter pour l'acquisition de ces solutions en lieu et place de l'option reposant sur la location de ces mêmes solutions ;

Attendu que le recours aux services de la société CIVADIS s'impose afin de permettre aux services administratifs communaux de poursuivre leurs missions décentralisées de service à la population ;

Attendu que le prestataire CIVADIS est le seul, en Belgique francophone, à être à même de fournir ces prestations et services, tout particulièrement depuis la fusion entre les sociétés STESUD et ADEHIS, et que le recours à une procédure de marché public destinée à la mettre en concurrence n'est pas envisageable dans le cas présent ;

Attendu que l'Administration communale de Jurbise a, par le passé, recouru à plusieurs reprises aux services de la société CIVADIS ou, sous son ancienne dénomination, à ceux de la société STESUD, et que ladite société a, à chaque occasion, donné satisfaction à l'Administration, tant sur le plan technique que sur le plan organisationnel ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 3 mai 2016 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/74253 :20150004.2016, et sera financé par un emprunt ;

Sur proposition du Collège communal, en date du 10 mai 2016 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1er. : De marquer son accord sur la proposition de déploiement des solutions « Saphir » en lieu et place des solutions « Acropole », dont la maintenance ne sera plus assurée à partir du 1^{er} janvier 2018.

Article 2. : De marquer son accord sur la proposition d'acquisition des solutions « Saphir » pour un montant de 24.742,37 € HTVA ou 29.938,27 € TVAC, montant auquel s'ajoute celui consécutif aux frais d'installation, de formation et de reprise des données, à savoir 7.289,70 € HTVA ou 8.820,54 € TVAC, soit un montant total de 32.032,07 € HTVA ou 38.758,80 € TVAC, hors frais de maintenance mensuelle de 396,81 € HTVA ou 480,14 € TVAC.

Article 3. : De coordonner avec la société CIVADIS la planification du déploiement des solutions « Saphir » en lieu et place des solutions « Acropole ». Une fois ce déploiement concrétisé, les frais de location mensuels pour les solutions « Acropole » ne seront plus dus par la Commune de Jurbise.

Article 4. : De financer ces prestations par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/74253 :20150004.2016.

Article 5. : De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier, ainsi qu'à CIVADIS.

13. Travaux – Aménagement d'un parking à l'école communale d'Erbisoeul : mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du 2 avril 2004 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement du parking de l'école d'Erbisoeul" à l'Atelier d'Architecture J.M. Meunier, Route d'Ath 199 à 7050 Jurbise ;

Considérant le cahier des charges N° 15/920 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, l'Atelier d'Architecture J.M. Meunier, Route d'Ath 199 à 7050 Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 379.744,19 € hors TVA ou 402.528,84 €, TVA (6%) comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du mardi 10 mai, obtenu en date du 20 mai et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/72160 :2016 (n° de projet 2016005) et sera financé par emprunt ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 15/920 et le montant estimé du marché "Aménagement du parking de l'école d'Erbisoeul", établis par l'auteur de projet, Atelier d'Architecture J.M. Meunier, Route d'Ath 199 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 379.744,19 € hors TVA ou 402.528,84 €, TVA (6%) comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 722/72160 :2016 (n° de projet 2016005).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

14. Travaux – Egouttage et amélioration des rues du Faux-Bois et Fort Joniau.
Adaptation des conditions du CSCh suite aux remarques du Service Public de
Wallonie-DGO1 – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'approbation à l'unanimité par le Conseil communal, en sa séance du 8 mars 2016, des conditions, du mode de passation de marché et du CSCh du marché de travaux “Amélioration, égouttage et renouvellement des conduites eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau” ;

Considérant l'avis sur projet rédigé par le S.P.W. DGO1, transmis par mail à la Commune en date du 26 avril 2016;

Considérant le cahier des charges N° TCEC 016 INH du mois de mai 2016 relatif à ce marché, établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 666.525,74 € hors TVA ou 728.135,05 €, TVA comprise ;

Considérant qu'une partie des coûts du dossier portant sur l'amélioration, l'égouttage et le renouvellement des conduites eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau, concerne des travaux communaux susceptibles d'être subsidiés (division 1), et que cette partie est estimée au total à 263.469,29 € hors TVA, soit 318.879,84 € TVA comprise ;

Considérant que l'estimation du subside régional s'élève, pour ce même dossier, à 169.098,53 € TVA comprise sur un montant total de 318.879,84 € TVA comprise;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par S.P.G.E. (division 2), et que cette partie est estimée à 390.529,46 € ;

Considérant qu'une partie des coûts concerne des travaux communaux, non susceptibles d'être subsidiés (division 3), et que cette partie est estimée à 29.517,90 € hors TVA, soit 35.716,66 € TVA comprise ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale ;

Considérant qu'au total, la part que la Commune devra supporter dans ces travaux s'élèvera donc à 149.781,31 € TVA comprise (318.879,84 – 169.098,53) + 35.716,66 € TVA comprise, soit 185.497,97 € TVA comprise ;

Considérant que l'avis de légalité favorable du Directeur financier, obtenu en date du 25 février 2016, demeure d'application ;

Considérant que, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire n° 1 du budget communal 2016 par les autorités de tutelle, le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2016 du budget communal, article 877/73260:20160070.2016 ;

LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :

Article 1er. - De maintenir, conformément à la délibération du Conseil communal du 8 mars 2016, le mode de passation de marché, à savoir l'adjudication ouverte, et le montant estimatif du marché qui s'élève à 666.525,74 € hors TVA ou 728.135,05 €, TVA comprise.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° TCEC 016 INH de mai 2016 et le montant estimé du marché "Amélioration, égouttage et renouvellement des conduites eau des rues du Faux Bois et Fort Joniau", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions, modifiées selon les remarques émises par le SPW DGO1, sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°1 du service extraordinaire de l'exercice 2016 du budget communal, article 877/73260:20160070.2016.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

15. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos :

16. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente lève la séance.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général

La Présidente,